

Digne-les-Bains, le 4 juillet 2025

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n°2025-185-008

Mise à jour de la situation administrative, et actualisation des arrêtés applicables aux installations de la société Technic Aviation, sise ZI Saint Maurice à Manosque et exploitant en particulier un atelier de traitement de surface (SIRET 31420888500025)

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment ses livres I et V, et ses articles L.181-41 et R.181-45 ;

VU le Code des relations entre le public et l'administration ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 du Code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la demande en date du 29 février 1996 par laquelle le PDG de la Société Technic Aviation sollicite l'autorisation d'exploiter un atelier de traitement de surface sur le territoire de la commune de Manosque ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 5 juin 1996 au 5 juillet 1996 ;

VU l'avis du commissaire enquêteur en date du 16 juillet 1996 ;

VU le rapport de synthèse de l'Inspecteur des Installations Classées pour la protection de l'Environnement du 10 septembre 1996 ;

VU l'arrêté préfectoral autorisant les activités des installations du site n°96-2193 du 15 octobre 1996 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2023-158-025 du 07 juin 2023, autorisant les activités des installations du site et abrogeant les prescriptions techniques de l'arrêté n°96-2193 du 15 octobre 1996 ;

VU la note de classement SEVESO du 11 mai 2016, ainsi que les courriers référencés 06-08C, 091-05C et 053-05C respectivement datés du 15 septembre 2008, 2 novembre 2005, 24 mai 2005 portant à connaissance les modifications notables, non substantielles de l'implantation des cuves de la salle de traitement,

VU le Porter-à-Connaissance 24 juin 2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées référencé DEP-MAN-2025-00080 du 24 juin 2025 ;

VU la réponse de l'exploitant du 26 juin 2025 dans le cadre de la procédure contradictoire réalisée avec l'exploitant ;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre à jour l'arrêté préfectoral du site pour tenir compte des évolutions proposées dans le Porter-à-Connaissance ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence ;

ARRÊTE

Table des matières

Titre 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	5
Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	5
Chapitre 1.2 Modifications apportées aux arrêtés antérieurs.....	5
Chapitre 1.3 Nature des installations.....	5
Chapitre 1.4 Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	8
L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :	8
Chapitre 1.5 Incident ou accident.....	8
Chapitre 1.6 Réglementation applicable.....	9
Titre 2 - Prévention de la pollution atmosphérique.....	10
Chapitre 2.1 Sources de rejets atmosphériques.....	10
Chapitre 2.2 Conditions de rejets dans l'atmosphère.....	10
Chapitre 2.3 Rejets atmosphériques.....	10
Chapitre 2.4 Performance du système d'aspiration de l'atelier traitement de surface.....	11
Titre 3 - Rejets aqueux.....	12
Chapitre 3.1 Origine des approvisionnements en eau.....	12
Chapitre 3.2 Consommation spécifique.....	12
Chapitre 3.3 Dispositions « sécheresse ».....	12
Chapitre 3.4 Localisation des points de rejet.....	12
Titre 4 - Prévention des risques technologiques.....	14
Chapitre 4.1 Prescriptions particulières.....	14
Chapitre 4.2 Moyens de lutte contre l'incendie.....	14
Chapitre 4.3 Pollution accidentelle.....	14
Titre 5 - Déchets.....	15
Titre 6 - Bilans Périodiques.....	16
Chapitre 6.1 Bilan annuel.....	16
Titre 7 - Protection du cadre de vie.....	17
Chapitre 7.1 Limitation des niveaux de bruit.....	17
Titre 8 - Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement.....	18
Chapitre 8.1 Atelier de traitement de surface.....	18
Chapitre 8.2 Produits toxiques.....	18
Chapitre 8.3 Registre d'exploitation.....	19
Titre 9 - Formalités administratives.....	20

Chapitre 9.1 Voies et délais de recours.....	20
Chapitre 9.2 Publicité.....	20
Chapitre 9.3 Application-Notification.....	20
Annexe 1 : Fiche de déclaration d'accident/INCIDENT.....	21
Annexe 2 : Actions en cas de survenue d'une pollution incidente / accidentelle.....	24
Article 1 : Mise en sécurité.....	24
Article 2 : Caractérisation de la pollution	24
Article 3 : Diagnostic de la pollution	24
Article 4 : Surveillance de la pollution.....	24
Article 5 : Mesures des impacts sanitaires.....	24
Article 6 : Mesures de gestion.....	25
Annexe 3 : PLANS du site.....	26
Plan cadastral du site.....	26
Plan de masse du site.....	27
Plan de la zone déchets.....	28
ANNEXE CONFIDENTIELLE N°1 : Plan de la salle de traitement au 31/05/2023.....	29
ANNEXE CONFIDENTIELLE N°2 : Plan de la salle de traitement APRÈS SUBSTITUTION DU Chrome VI.....	30
ANNEXE CONFIDENTIELLE N°3 : Détail des volumes d'activité par rubrique.....	31

TITRE 1- PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La Société TECHNIC AVIATION (Siret : 31420888500025), ci-après dénommée exploitant, dont le siège social se trouve ZI Saint Maurice, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter ses installations sises sur le territoire de Manosque, ZI. Saint Maurice (coordonnées Lambert 93 : 926530 , 6303837)

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et notamment l'étude de dangers tenue à jour. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions des arrêtés complémentaires et des réglementations autres en vigueur.

Les plans principaux figurent en annexe.

Le périmètre ICPE du site correspond à l'ensemble des parcelles listées à l'article 1.3.2 du présent arrêté.

Chapitre 1.2 Modifications apportées aux arrêtés antérieurs

Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2023-158-025 du 07 juin 2023.

L'arrêté préfectoral n°2023-158-025 du 07 juin 2023 autorisant les activités des installations du site abrogeait les prescriptions techniques de l'arrêté n°96-2193 du 15 octobre 1996.

NB : les dispositions abrogées sont soit obsolètes et donc non applicables, soit reprises ou modifiées dans le présent arrêté, soit déjà applicables au titre de la réglementation générale applicable au site.

Chapitre 1.3 Nature des installations

Article 1.3.1 Activités autorisées relevant de la nomenclature des ICPE

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature est la suivante :

Rubrique	Classement	Libellé	Nature des installations
4110.1	DC	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t.	Produits solides stockés,
4120.2	A	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant Supérieure ou égale à 10 t.	Bains de TS, Produits stockés, cuve déchets
4130.2	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.	Produits solides stockés,

Rubrique	Classement	Libellé	Nature des installations
2565 1a	E	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique	Bains de TS (11, 12, 16), Produits stockés, cuve déchets cyanurés
		1. Lorsqu'il y a mise en œuvre : a) De cadmium	
2565 1b	E	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique	Bains de TS (11, 12, 16, 28), Produits stockés (stock acide nitrique,
		1. Lorsqu'il y a mise en œuvre	
		b) De cyanures, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l	
2565 2a	E	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique	Bain de Cadmiage n°16
		2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1500 l	

L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment du classement de substances, bains et déchets présents selon les rubriques 41XX, selon la méthodologie applicable, et appliquée lors de son bilan de classement SEVESO de 2016. Le détail du volume d'activité par rubrique est placé en annexe confidentielle.

Article 1.3.2 Situation de l'établissement et périmètre ICPE

Commune	Parcelle	Lieu-dit
Manosque	CA 0171 (Plan en annexe)	ZI Saint Maurice

Article 1.3.3 Constance des installations

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- Atelier de traitement de surface
- Stockage de produits chimiques
- Installations connexes :
 - stockages d'autres produits chimiques, liquides inflammables
 - zone de stockage de déchets

Les autres ateliers de l'établissement sont des ateliers de mécaniques, de montage/démontage, de stockage de pièces, ainsi que des cabines de peinture. Si ces activités ne sont pas soumises à la réglementation des installations classées pour la protection de l'Environnement, elles demeurent réglementées par le présent arrêté en tant qu'activités connexes, notamment pour ce qui concerne la gestion des déchets et le stockage des produits chimiques.

Article 1.3.4 Installations non visées par la nomenclature ou soumise à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou les inconvénients de cette installation.

Article 1.3.5 Installations soumises à Enregistrement

Les arrêtés ministériels de prescriptions générales Enregistrement sont applicables aux installations concernées dans les conditions qu'ils précisent.

En particulier l'arrêté du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est applicable dans les conditions qu'il détermine.

Article 1.3.6 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois lorsque leur enlèvement effectif est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir la mise en sécurité et la prévention des accidents.

En particulier en fin d'exploitation :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.
- les récipients ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant, décontaminés.

Toute cessation d'activité de toute ou partie d'une installation doit être accompagnée d'une proposition de plan de démantèlement ou d'une justification quant à la réutilisation future des équipements / bâtiments.

Article 1.3.7 Modifications des installations

Toute modification notable doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées pour la protection de l'Environnement, en particulier, toute modification apportée à l'implantation de la salle de traitement de surface (emplacement, volume et consistance des cuves).

Chapitre 1.4 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Chapitre 1.5 Incident ou accident

Article 1.5.1 Communication auprès des services de l'État

Tout évènement incidentel¹ (ou accidentel) **susceptible d'être perçu à l'extérieur du site** doit générer une information des services de l'État.

Cette information devra être réalisée par l'ensemble des deux modalités suivantes :

- Via une alerte téléphonique vers le SDIS, l'UD DREAL, la préfecture et la mairie
- Via la transmission de la fiche G/P (en annexe) selon la règle suivante :

Gravité /Perception	P0	P1	P2
G0	REX interne, pas besoin de fiche G/P si pas d'évolution prévisible	Transmission à DREAL, Préf, SDIS, Mairie(s)	
G1	Transmission à la DREAL		
G2	Transmission à DREAL, Préf, SDIS, Mairie(s)		
G3			
G4			

La fiche G/P permet de synthétiser et harmoniser les informations concernant un évènement en cours. Elle doit être complétée avec les éléments dont dispose l'exploitant au moment de sa rédaction. Le cas échéant, elle est mise à jour et incrémentée en fonction des nouvelles informations disponibles.

Article 1.5.2 Rapport d'incident ou d'accident

En complément des dispositions de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, un premier rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Il inclut la chronologie de l'évènement, les premières causes identifiées, les effets sur les personnes et l'environnement (niveaux d'émissions) et le plan d'actions court-terme.

¹ A comprendre : évènement hors condition normale d'exploitation (p.ex : un rejet programmé n'est pas un incident).

Ce rapport est complété dans les trois mois suivant l'incident/accident : il comporte notamment l'analyse des causes profondes et – pour les incidents dont la criticité dépasse le seuil correspondant fixé dans la procédure d'enquête et analyse des incidents de l'exploitant – la modélisation de cette analyse avec arbre des causes, la cotation échelle BARP1 ainsi que les enseignements tirés et le plan d'action à plus long terme.

Chapitre 1.6 Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous liste non exhaustive .

Dates	Textes
2 février 1998	Arrêté du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à autorisation (*)
23 janvier 1997	Arrêté du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
09/04/19	Arrêté du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
31 janvier 2008	Arrêté du 31/01/08 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
04 octobre 2010	Arrêté ministériel relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
13 juillet 1998	Arrêté du 13/07/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4110,4709,4713,4736 ou 4737
13 juillet 1998	Arrêté du 13/07/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740

L'exploitant devra également respecter les prescriptions générales applicables aux produits chimiques, et aux équipements sous pression (le cas échéant) et figurant dans le Code de l'Environnement.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression, des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2. PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Chapitre 2.1 Sources de rejets atmosphériques

Les rejets atmosphériques canalisés sont constitués des trois émissaires de rejets des effluents gazeux provenant de la captation des bains de l'atelier de traitement de surface.

L'ensemble des émissions atmosphériques au-dessus des bains sont captées au mieux et épurées si nécessaire avant rejet à l'atmosphère.

Les systèmes de captations doivent être de type séparatif afin d'empêcher le mélange de produits incompatibles.

Seuls les points de rejets précisés au chapitre suivant sont autorisés.

Chapitre 2.2 Conditions de rejets dans l'atmosphère

Les caractéristiques de rejet dans l'atmosphère sont les suivantes :

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m*	Diamètre en m	Débit nominal en Nm3/h	Vitesse d'éjection nominale en m/s
1	Conduit Acido-Basique	1	0,32	4360	8,55
2	Conduit Chrome	1,2	0,4	6340	12,5
3	Conduit Cyanure	1,1	0,32	2770	11,6

Les 3 conduits sont implantés aux coordonnées suivantes :43.797, 5.815 en degrés décimaux (X= 880233, Y = 1872352 en lambert II étendu)

*Par rapport au toit du bâtiment

Chapitre 2.3 Rejets atmosphériques

Les rejets et la surveillance des émissions atmosphériques des installations relevant de la rubrique 2565 sont réglementées par l'arrêté du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

En particulier, au jour de la signature du présent arrêté :

- les valeurs limites d'émission (VLE) sont :

Polluant	Valeur limite d'émission (en mg/m3)
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10

Polluant	Valeur limite d'émission (en mg/m ³)
NOx, exprimés en NO2	100 (la valeur en Nox est plus contraignante que celle de l'AM du 09/04/2019).
SO2	100
NH3	30

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

L'exploitant doit réaliser pour chaque exutoire une surveillance sur ces paramètres par un organisme agréé avec une fréquence annuelle en mode de fonctionnement représentatif du fonctionnement courant des installations.

Pour les substances qui ne sont pas susceptibles d'être présentes dans les rejets du fait des produits et des réactions mises en œuvre sur le site, l'exploitant n'est pas dans l'obligation de réaliser la surveillance annuelle, mais doit être en mesure d'apporter les éléments de justification.

Chapitre 2.4 Performance du système d'aspiration de l'atelier traitement de surface

L'exploitant met en œuvre un suivi de la performance de l'aspiration via un réseau maillé de point de mesure.

Ce suivi doit être réalisé annuellement. L'exploitant doit être en mesure de justifier de la cohérence du positionnement des points de mesures, ainsi que de la pertinence de la comparaison entre les mesures réalisées et les valeurs définies comme étant les valeurs de "bon fonctionnement" (étude de dimensionnement initial).

TITRE 3. REJETS AQUEUX

Chapitre 3.1 Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau à fin industrielle dans le milieu (réseau AEP) qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont d'environ 80m3/an (base d'activité de 2023).

Chaque opération exceptionnellement consommatrice d'eau devra faire l'objet d'un porter à connaissance auprès de l'inspection des installations classées.

À l'exception des rejets des eaux vannes pour lequel l'exploitant doit disposer d'une autorisation de rejet avec l'organisme compétent, aucun rejet d'eaux résiduaire n'est autorisée, ni dans les nappes, ni par épandage, ni dans le milieu. L'ensemble des effluents aqueux sont évacués en tant que déchet.

Les eaux pluviales sont rejetées conformément aux règles applicables dans la zone considérée. Ces eaux ne doivent pas présenter de pollutions susceptibles de porter atteinte au milieu ou aux installations de traitement présentes en aval. Elles respectent les dispositions applicables aux eaux pluviales prévues par l'arrêté du 02/02/98, cité en référence.

Chapitre 3.2 Consommation spécifique

La consommation spécifique d'eau (telle que définie dans l'arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.

Chapitre 3.3 Dispositions « sécheresse »

En cas de période « sécheresse » (stade alerte ou crise), l'exploitant reporte toute opération particulièrement consommatrice d'eau sauf à justifier l'impossibilité de report (impératif réglementaire ou de sécurité par exemple).

Un bilan des prélèvements et des consommations en eau est tenu à jour à fréquence hebdomadaire dès le stade d'alerte.

De plus en période de mise en place des restrictions sécheresse l'exploitant met en œuvre, sans préjudice des autres dispositions éventuellement rendues applicables par l'arrêté sécheresse départemental les dispositions suivantes :

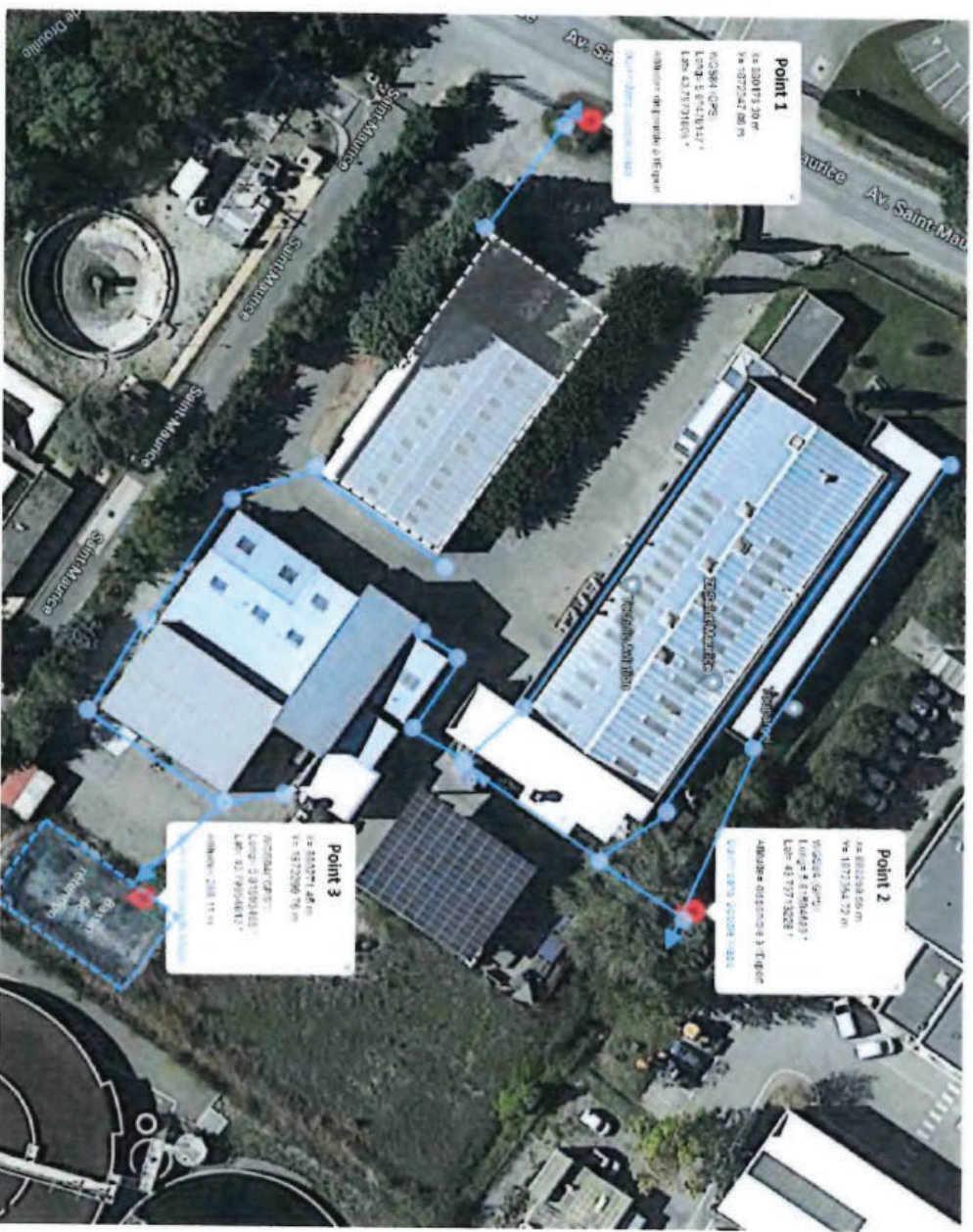
- information des salariés
- arrêt de l'arrosage des espaces verts.

Chapitre 3.4 Localisation des points de rejet

Le réseau de collecte des eaux pluviales de l'établissement aboutit aux point de rejet suivants :

Point de rejet	N°1	N°2	N°3
Coordonnées (Lambert II étendu)	X = 880176,30 m / Y = 1872347,88 m	X = 880269,56 m / Y = 1872364,72 m	X = 880271,45 m / Y = 1872299,76 m
Exutoire du rejet	Caniveau du réseau public de la ZI	Ravin	Bassin de rétention

Points de rejets



TITRE 4. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Chapitre 4.1 Prescriptions particulières

Article 4.1.1 Accès, gardiennage

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Article 4.1.2 Étude de dangers

Il est donné acte à l'exploitant de la mise à jour de l'étude de danger remise le 11 juillet 2024 qui constitue la version applicable de l'étude de danger du site au jour de la signature du présent arrêté.

Article 4.1.3 Compartimentage de la zone déchets

L'exploitant devra maintenir le compartimentage de la zone déchets comme préconisé dans son étude de dangers (voir plan en annexe).

Chapitre 4.2 Moyens de lutte contre l'incendie

Article 4.2.1 Moyens incendies

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565.

Chapitre 4.3 Pollution accidentelle

Les prescriptions à respecter en cas de pollution accidentelle sont précisées en annexe.

TITRE 5. DÉCHETS

L'exploitant respecte les dispositions générales du Code de l'environnement (Titre 4, Livre 5) concernant la gestion des déchets ainsi que les dispositions spécifiques des arrêtés ministériels applicables.

En particulier il s'assure que les déchets sont acheminés vers des installations dûment autorisées, et dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement. Il doit garantir la traçabilité réglementaire (registre déchets, bordereau de suivi des déchets dangereux, facture ou bons d'enlèvement...).

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Charbons actifs	06 13 02*	Charbon Actif utilisé
Déchets liquide Base Cyanure	06 03 11*	Sels solides et solutions contenant des cyanures
Peinture liquide	08 01 11*	Déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses
Produits pareux solide	08 01 11*	Déchets de peinture et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses
Résines échangeuses	11 01 16*	Résines échangeuses d'ions saturées ou usées
Déchets solvants de nettoyage	12 03 01*	Liquides aqueux de nettoyages
Liquide CND	14 06 03*	Autres solvants et mélanges en solvants
Liquide Solvant	14 06 03*	Autres solvants et mélanges de solvants
Emballages souillés	15 01 10*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus
Emballages souillés de Cyanure	15 01 10*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus
Emballage souillés de Chrome	15 01 10*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus
Matériaux souillés	15 02 02*	Absorbants, matériaux filtrants (y compris filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses.
Déchets solides Cyanure	15 02 02*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus
Déchets solides Chrome	15 02 02*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus
Filtres Cyanure souillés	15 02 02*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus
Filtres Chrome souillés	15 02 02*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus
Déchets liquide Base Chrome	16 09 02*	Chromates de potassium, Dichromate de sodium, Dichromate de potassium
Papier Carton	20 01 01	Papier et carton
Déchets solvants de nettoyage	20 01 13*	Solvants
Déchets municipaux	20 03 01	Déchets municipaux en mélange

TITRE 6.- BILANS PÉRIODIQUES

Chapitre 6.1 Bilan annuel

L'exploitant est tenu de réaliser et de transmettre ses bilans environnementaux annuels suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées (GEREP notamment) conformément à la réglementation applicable (Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets).

Cela concerne en particulier :

- l'utilisation de l'eau, ainsi que les quantités économisées
- la masse annuelle des émissions de polluants
- bilan des rejets chroniques ou accidentels (air, eau, sols, déchets) faisant apparaître l'évolution des flux rejetés (flux, concentration, concentrations spécifiques).

TITRE 2. PROTECTION DU CADRE DE VIE

Chapitre 7.1 Limitation des niveaux de bruit

L'exploitant devra se conformer à l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ou à tout arrêté s'y substituant.

Article 7.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 20h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 20h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Limite de propriété	65 dB(A)	55 dB(A)

Article 7.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectué tous les 5 ans.

Article 7.1.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée correspondent aux limites de site.

Article 7.1.4 Limitation des Émissions lumineuses

L'exploitant veillera à limiter au maximum ses émissions lumineuses, notamment en période nocturne. Seules les émissions lumineuses nécessaires à l'activité (process, sécurité, circulation, signalement dangers...) devront être maintenues. L'exploitant s'assure que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation de fonctionnement sont conformes aux objectifs de sobriété.

Article 7.1.5 Insertion paysagère

L'exploitant veillera, lors de toute modification ou travaux sur site, lié ou non à une installation classée, à garantir une insertion paysagère correcte.

TITRE 8. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

Chapitre 8.1 Atelier de traitement de surface

L'arrêté du 09 avril 20219 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est pleinement applicable à l'atelier de traitement de surface dans les conditions qu'il détermine.

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

Seuls des préposés nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de sels métalliques (stockés dans lieux clos, fermé, ventilé et à l'abri de l'humidité). Seules les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains sont délivrées. Les produits ne doivent en aucun cas séjourner dans l'atelier.

L'exploitant dispose d'un plan faisant apparaître les cuves de traitement, et les rétentions associées. Pour chaque cuve il est en mesure de préciser le volume de la cuve, la composition exacte du bain et ses principales caractéristiques. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant est également en mesure de justifier l'ensemble des réseaux de circulation des eaux concentrées et du volume adéquat des rétentions.

La modification objet du porter à connaissance portant sur la suppression du Chrome VI et dont les plans et volumes d'activités sont repris en annexe confidentielle sera mise en œuvre sous un an à compter de la signature du présent arrêté.

Chapitre 8.2 Produits toxiques

Les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration au titre de rubriques 4110, 4120 et 4130 sont applicables dans les conditions qu'ils déterminent, prenant en compte notamment l'antériorité. Toute extension, ou nouvelle installation devra respecter ces arrêtés en tant qu'« installation nouvelle ».

En particulier les prescriptions suivantes sont applicables aux substances soumises aux rubriques 4110, 4120 et 4130.

Article 8.2.1 Aménagement et organisation des stockages

La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations sous forme solide n'excède pas 8 mètres dans un bâtiment, 4 mètres à l'air libre ou sous auvent.

La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations sous forme liquide n'excède pas 5 mètres dans un bâtiment, 4 mètres à l'air libre ou sous auvent.

Pour assurer une bonne ventilation, un espace libre doit être d'au moins un mètre entre le stockage des substances ou préparations toxiques et le plafond.

Les récipients peuvent être stockés en plein air à condition que le contenu ne soit pas sensible à des températures extrêmes et aux intempéries.

Les substances ou préparations très toxiques sont stockées, manipulées ou utilisées dans les endroits réservés et protégés contre les chocs.

Les fûts, tonnelets ou bidons contenant des substances ou préparations (liquides ou solides) très toxiques sont stockés verticalement sur des palettes. Toute disposition est prise pour éviter la chute des récipients stockés à l'horizontale.

Dans tous les cas, les substances ou « mélanges inflammables au sens du règlement CLP n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié » sont situées sur une aire ou dans une cellule spécifique répondant aux caractéristiques suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré une heure ;
- couverture incombustible ;
- portes intérieures coupe-feu de degré une heure et munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une heure ;
- matériaux de classe A2 s1 d0, ex M0 (incombustibles).

Ces aires ou cellules spécifiques sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanternes en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

Article 8.2.2 Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité de dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Le matériel d'intervention doit comprendre au minimum :

- 2 appareils respiratoires isolants (air ou O2),
- des gants.

Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

Chapitre 8.3 Registre d'exploitation

L'exploitant tient à jour un registre d'exploitation sur lequel sont notamment portés les renseignements suivants :

- les accidents ou incidents,
- le remplacement des bains usés (nature et quantité),
- le résultat des contrôles,

TITRE 9 - FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

Chapitre 9.1 Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François LECA - 13002 MARSEILLE) conformément à l'article R.181-50 du code de l'Environnement :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date où la présente a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site internet www.telerecours.fr

De plus, un recours gracieux peut être exercé conformément à l'article R.181-50 du Code de l'Environnement.

Chapitre 9.2 Publicité

Le présent arrêté doit être publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de quatre mois.

Chapitre 9.3 Application-Notification

Le Préfet des Alpes-de-Haute-Provence, le Maire de Manosque, la Sous-Préfète de Forcalquier, le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement PACA, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant.

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale

Chloé DEMEULENAERE

ANNEXE 1 : FICHE DE DÉCLARATION D'ACCIDENT/INCIDENT

Le modèle de fiche G/P est disponible ci-dessous. Un format formulaire modifiable est disponible sur le site de la DREAL PACA ou sur demande auprès de l'inspection des installations classées.

Message d'information sur accident / incident - Fiche G/P			
Nom et localisation de l'établissement :			
① Date et heure du message :		à h	Révision de la fiche : n°
Date de l'évènement :		Heure (de découverte) : h	Commune :
② Classement de l'accident/incident : G: P: Indice d'évolution : A B C <small>à renseigner selon les critères définis par l'échelle de classement des incidents/accidents figurant à la page 2 de ce formulaire</small>			
APPELS TELEPHONIQUES CODIS ET AUTORITES <small>(saur si info DREAL uniquement)</small>		TRANSMISSION DE LA FICHE G/P	
Destinataires		Téléphone	Contact téléphonique
CODIS/COSSIM		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non répondu <input type="checkbox"/> NC	Mail
DREAL UD		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non répondu <input type="checkbox"/> NC	msd.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr
DREAL SPR (astreinte)		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non répondu <input type="checkbox"/> NC	
Préfet (Cabinet)		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non répondu <input type="checkbox"/> NC	
Maire(s)		<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non répondu <input type="checkbox"/> NC	
SIRACEDPC/SIDPC			
DDTM			
PREMAR			
Autre(s) :			
④ DECLenchement du POI, PSI OU AUTRE PLAN D'URGENCE INTERNE			
<input type="checkbox"/> Non		POI PSI Autre	Unité concernée :
<input type="checkbox"/> Oui (si oui, préciser)			Si canalisation de transport concernée:
Heure déclenchement : h		N° scénario POI/PSI :	Fluide : Diamètre :
			Commune : Point kilométrique :
A compléter avec les informations disponibles au moment de la rédaction de la fiche			
EVENEMENT			
Produit impliqué		Nature	Substance
Nom : N° CAS : Quantité (unité de mesure) :		<input type="checkbox"/> Liquide <input type="checkbox"/> Gaz <input type="checkbox"/> Solide	<input type="checkbox"/> SEVESO <input type="checkbox"/> Explosive <input type="checkbox"/> >5 % du seuil haut SEVESO
DETAILS, DESCRIPTION DE L'EVENEMENT			
<input type="checkbox"/> Explosion <input type="checkbox"/> Fuite <input type="checkbox"/> Incendie <input type="checkbox"/> Torche <input type="checkbox"/> Autre (à préciser) : ➔ Décrire factuellement l'évènement, équipement(s) impliqué(s), circonstances,...			
PREMIERES MESURES PRISES			
⑤ Risques associés à l'évènement : <input type="checkbox"/> Explosion <input type="checkbox"/> Pollution <input type="checkbox"/> Radiologique <input type="checkbox"/> Thermique <input type="checkbox"/> Toxique ➔ préciser les mesures mises en place (exploitation, lutte contre le sinistre, antipollution, surveillance, périmètre de sécurité...)			
Personnes présentes sur site : <input type="checkbox"/> Evacuation <input type="checkbox"/> Confinement Nb de personnes concernées :			
ÉTAT ACTUEL DE LA SITUATION			
➔ décrire la situation, son développement et son niveau de maîtrise au moment de la rédaction de la fiche....			

Message d'information sur accident / incident - Fiche G/P			
Nom et localisation de l'établissement :			
Date et heure du message :		à h	Révision de la fiche : n°
Date de l'évènement :		Heure (de découverte) : h	Commune
CONSEQUENCES			
Humaines		Environnementales	
<div>⑥</div> <div><input type="radio"/> Non</div> <div><input type="radio"/> Oui</div> <div><input type="radio"/> En cours d'évaluation</div>			

Les personnes et services de la DREAL devant être informées sont les suivantes :

- Unité interdépartementale 04/05
- Astreinte service prévention des risques (06.26.57.63.19)

En heures ouvrées, il vous est demandé d'établir un contact téléphonique avec UN interlocuteur de l'unité interdépartementale ainsi qu'avec l'astreinte du service prévention des risques. Hors heures ouvrées, un appel à l'astreinte du service prévention des risques est suffisant.

La transmission de la fiche G/P se fait par courriel, à l'ensemble des adresses suivantes :

- Unité interdépartementale 04/05 :
 - Inspecteur en charge du site : prenom.nom@@developpement-durable.gouv.fr
 - Boîte commune unité (ut-04-05.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr)
- Astreinte service prévention des risques (msd.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr)
- Préfecture : pref-sidpcc@alpes-de-haute-provence.gouv.fr
- SDIS / CODIS : CODIS@sdiso4.fr
- Aux communes concernées

ANNEXE 2 : ACTIONS EN CAS DE SURVENUE D'UNE POLLUTION INCIDENTELLE / ACCIDENTELLE

En cas de pollution incidentelle ou accidentelle détectée (fuite de réseau enterré, déversement de produit sur les sols, etc.) l'exploitant met en œuvre les dispositions du présent article.

Article 1 : Mise en sécurité

L'exploitant procède immédiatement à la mise en œuvre de moyens permettant de limiter au maximum la pollution et sa diffusion dans le milieu naturel.

Article 2 : Caractérisation de la pollution

L'exploitant analyse le produit à l'origine de la pollution et établit en cas de mélange la liste des composés.

Il délimite l'extension de la pollution dans les sols et élimine les sources concentrées telles que définies par la méthodologie de gestion des sites et sols pollués citée dans la note ministérielle du 19 avril 2017. Cette délimitation est actualisée au fur et à mesure des résultats obtenus dans le cadre du diagnostic et du suivi de la pollution.

Si la zone de pollution est recouverte par un revêtement étanche, l'exploitant procède à son nettoyage. Il garde à disposition de l'Inspection de l'environnement chargée des installations classées les éléments de justification de cette opération de nettoyage.

Article 3 : Diagnostic de la pollution

L'exploitant réalise un diagnostic des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines au droit de la zone impactée par la pollution.

Ce diagnostic comportera des prélèvements, mesures et analyses réalisés selon des méthodes normalisées, lorsqu'elles existent, et qui seront précisées. Les paramètres à prendre en compte dans ce diagnostic devront être justifiés considérant la caractérisation de la pollution.

Article 4 : Surveillance de la pollution

Si la délimitation de la pollution fait apparaître un risque d'atteinte des eaux souterraines l'exploitant met en place un suivi de ces eaux. A cette fin, si nécessaire par rapport à la zone polluée, l'exploitant implante de nouveaux puits partir des conclusions d'une étude hydrogéologique tenue à la disposition de l'Inspection de l'environnement chargée des installations classées ;

Afin de suivre l'évolution de la pollution dans les piézomètres concernés, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements pour analyse sont effectués dans la nappe une fois par semaine le premier mois, une fois par mois les cinq mois suivants puis tous les six mois ;

En cas de constat de pollution des eaux souterraines, étendue en aval des forages prélevés, d'autres puits sont suivis et si besoin forés afin de déterminer l'extension de ladite pollution.

Article 5 : Mesures des impacts sanitaires

L'exploitant réalise pour les pollutions détectées :

- sous 15 jours, l'identification des voies d'exposition à la pollution (milieux de transfert et leurs caractéristiques) et des enjeux à protéger au regard des activités exercées et de la situation environnementale du site qui pourra être présentée sous forme d'un schéma conceptuel tel que prévu par la méthodologie de gestion des sites et sols pollués citée dans la note ministérielle du 19 avril 2017 ;

- sous deux mois, une étude (du type interprétation de l'état des milieux telle que prévue par la méthodologie de gestion des sites et sols pollués citée dans la note ministérielle du 19 avril 2017 et par la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation) comprenant notamment une évaluation des risques sanitaires permettant de statuer sur la conservation des usages des milieux impactés ou sur la nécessité d'établir des restrictions.

Article 6 : Mesures de gestion

Sur la base des conclusions des études réalisées conformément et en cas notamment de mise en évidence de risques sanitaires potentiels ou de sources concentrées telles que définies par la méthodologie de gestion des sites et sols pollués citée dans la note ministérielle du 19 avril 2017, l'exploitant propose un plan d'action (du type plan de gestion tel que prévu par la méthodologie de gestion des sites et sols pollués précitée), associé à un échéancier de réalisation.

Ces propositions et les échéanciers associés sont transmis au Préfet et à l'inspection de l'environnement chargée des installations classées dans un délai de 6 mois à compter de la remise des études (schéma conceptuel et interprétation d'état des milieux).

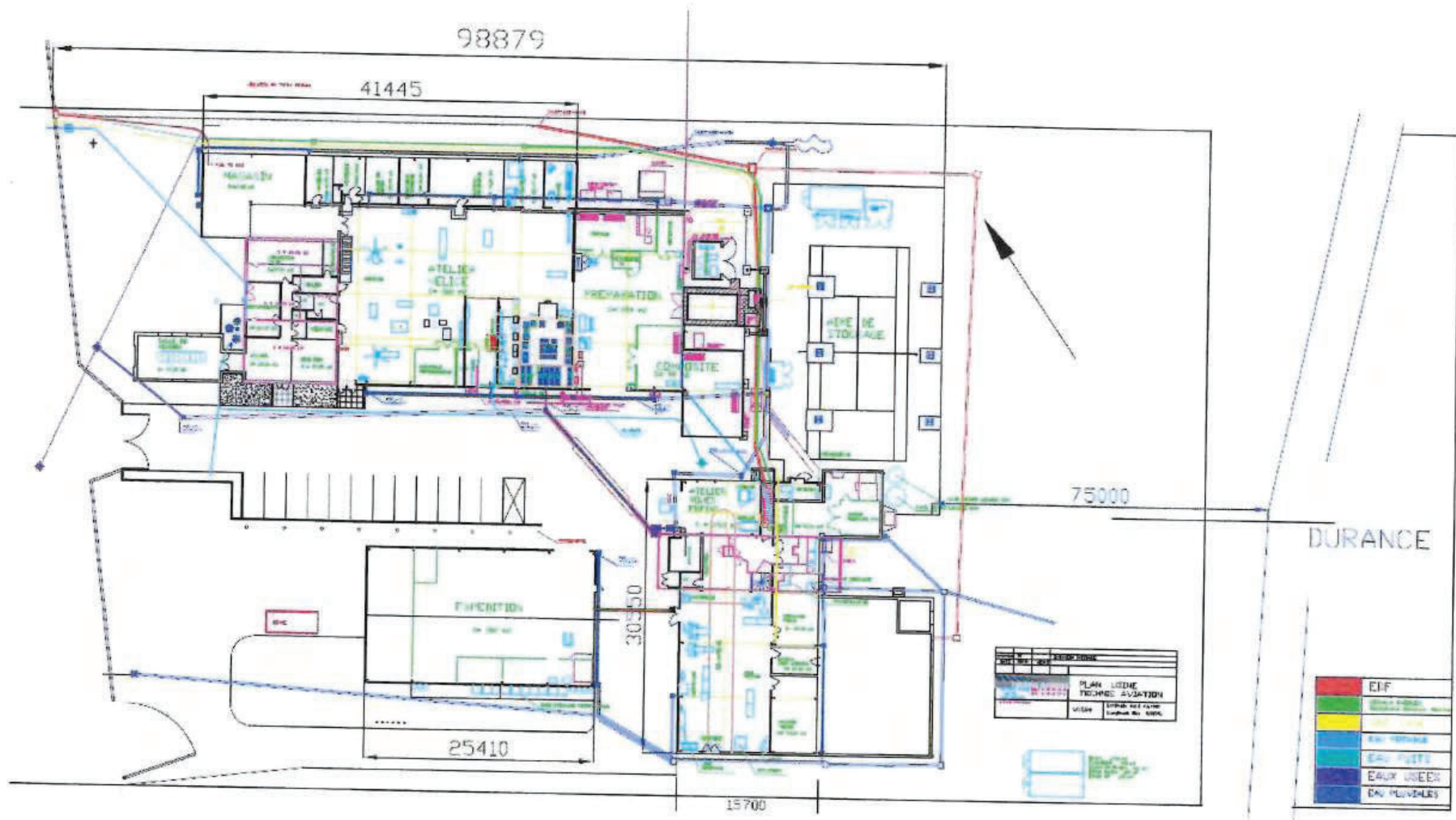
Si la situation sanitaire ou environnementale le nécessite ou sur demande de l'inspection de l'environnement, l'exploitant met en œuvre des actions immédiates afin de supprimer la source de pollution et de supprimer les vecteurs de transfert vers l'extérieur en limitant notamment l'extension de la pollution dans les eaux souterraines (barrières hydrauliques par exemple).

ANNEXE 3 : PLANS DU SITE

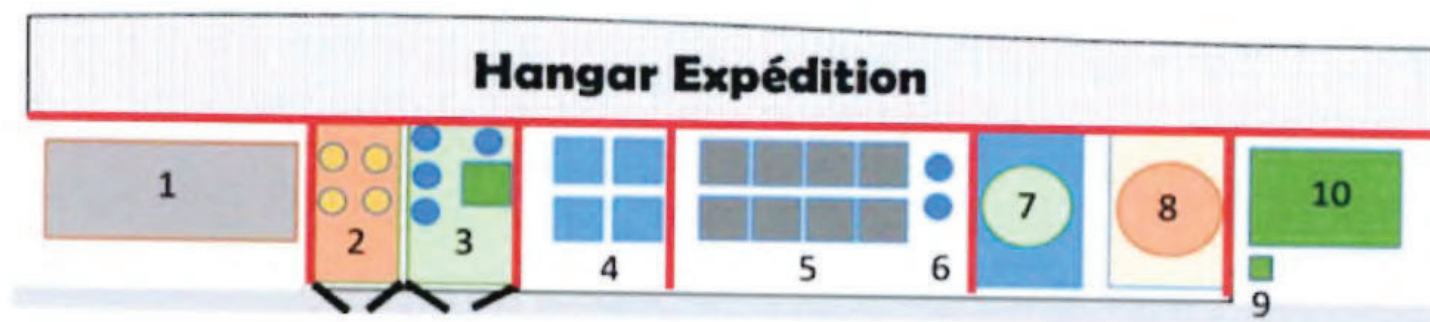
PLAN CADASTRAL DU SITE



PLAN DE MASSE DU SITE



PLAN DE LA ZONE DÉCHETS



TYPE DE DÉCHET :

- 1 – Déchets Résiduels (Déchets non valorisés – Médiplast)
- 2 – Déchets Solides Chrome (Salle de Traitement)
- 3 – Déchets Solides Cyanure (Salle de Traitement)
- 4 – Déchets Liquides (Solvants – Huiles – Liquides de freins)
- 5 – Déchets Solides (Emballages – Matériaux souillés – Pots de graisse)
- 6 – Déchets Solides (Aérosols)
- 7 – Déchets Liquides Cyanure (Bains usés Salle de Traitement)
- 8 – Déchets Liquides Chrome (Bains usés Salle de Traitement)
- 9 – Déchets Solides (Emballages Plastique)
- 10 – Déchets Solides (Papiers – Cartons)

**Murs coupe-feu 2h
(parpaings) sur 2 m
de haut**